



Perspectives professionnelles

BACCALAURÉAT EN DROIT

MISE EN GARDE

Les perspectives sont des prévisions basées sur l'analyse des tendances observées sur le marché du travail. Nous vous invitons à les utiliser avec prudence et à bonifier votre recherche d'information à l'aide d'autres sources crédibles.

Révisé :
Septembre 2017

PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES

Dans cette section, toutes les données sont extraites des sources disponibles les plus récentes (recherche effectuée en avril 2016 et en juillet 2017).

FACULTÉ : SCIENCE POLITIQUE ET DROIT

PROGRAMME : DROIT

INSERTION PROFESSIONNELLE

- Selon le portail Emploi-Avenir Québec de Service Canada, les perspectives d'emploi pour les avocats et notaires québécois étaient considérées, au 15 mai 2015, comme bonnes.
- Selon Emploi-Québec, les perspectives d'emploi des avocats et notaires de 2015 à 2019 sont considérées comme favorables dans plusieurs régions du Québec, notamment dans la région de la Capitale-Nationale, en Estrie, en Outaouais et dans les Laurentides.
- Les données du Barreau du Québec tendent à montrer que le taux d'employabilité chez les avocats est élevé; en témoigne le fait qu'au 31 mars 2014 seulement 1,8 % des membres du Barreau du Québec déclaraient être en recherche d'emploi.
- Dans l'enquête « La relance à l'université » menée par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (2013) auprès, notamment, de titulaires d'un baccalauréat en droit depuis environ 20 mois :
 - 54 % se trouvaient principalement sur le marché du travail et 92 % mentionnaient que leurs tâches étaient liées à la formation suivie.
 - 31 % poursuivaient leurs études.
- Selon les données de l'enquête nationale auprès des ménages de 2011 rapportées sur le portail Emploi-Avenir Québec de Service Canada, 68 % des avocats et notaires travaillaient dans les services juridiques, essentiellement dans des études d'avocats et de notaires. Environ 17 % travaillaient dans l'administration publique, en 1^{er} lieu dans l'administration provinciale (10 %).
- Selon une étude du Barreau du Québec (2013-2014) :
 - Environ 40 % des membres travaillaient en pratique privée
 - Environ 22 % dans la fonction publique fédérale ou provinciale
 - Environ 14 % en entreprise publique ou parapublique
 - Environ 14 % en entreprise privée
 - Environ 3 % pour une municipalité
 - Environ 2 % en recherche ou enseignement à l'université
 - Environ 5 % dans d'autres domaines
- Selon les données des recensements et de l'enquête nationale auprès des ménages rapportées sur le portail Emploi-Avenir Québec de Service Canada, les femmes occupaient, en 2011, environ 49 % des postes d'avocats ou de notaires. Il s'agit d'une hausse notable par rapport à 1991 où elles n'occupaient que le tiers de ces postes. En 2014, pour la 1^{re}

fois, la proportion de femmes membres du Barreau du Québec a dépassé celle des hommes (50,4 % contre 49,6 %). En 2014-2015, la Chambre des notaires comptait, parmi ses membres en exercice, environ 62 % de femmes et 38 % d'hommes.

- Selon Service Canada, le revenu moyen d'emploi des avocats et notaires travaillant à temps plein et à l'année a augmenté de plus de 70 % (comparativement à moins de 30 % dans l'ensemble des professions) entre 1995 et 2005, période au cours de laquelle on a observé une forte croissance de la demande en services juridiques.
- Le facteur qui influence le plus la demande d'avocats est la croissance économique. Lorsque les entreprises connaissent un bon taux de croissance et que plus de particuliers sont en situation d'emploi, s'établissent à leur compte ou possèdent des biens de valeur, les possibilités de litiges et les besoins en conseils juridiques augmentent rapidement. De nombreuses études sur la demande de services juridiques concluent que cette demande augmente d'environ 1,5 % à chaque point de pourcentage de croissance économique (voir le portail Emploi-Avenir Québec de Service Canada).
- Selon une étude du Barreau du Québec, « une proportion de 40 % des ménages de la classe moyenne affirme avoir vécu une expérience devant un tribunal », qu'il s'agisse d'une cour de justice ou d'un tribunal administratif. Des données du Barreau du Québec indiquent que « les ménages de la classe moyenne sont soit très intéressés (31 %) ou assez intéressés (53 %) par les solutions de rechange aux processus judiciaires », tels que le conseil, la négociation, la conciliation, la médiation ou l'arbitrage.
- En outre des modes de règlement non judiciaire des différends et, plus généralement, des procédés de justice participative, ainsi que les nouvelles technologies de l'information, transforment aussi le marché des services juridiques. Selon une étude du Barreau du Québec, 96 % des avocats considèrent que les technologies de l'information améliorent leur offre juridique et leur pratique. Autre tendance non négligeable, pas moins de 28,7 % des avocats, selon le Barreau du Québec, ont eu à pratiquer un droit étranger à celui applicable au Québec en 2013-2014.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- Associations
- Bureau du coroner
- Cabinets d'avocats, contentieux d'entreprise
- Cabinets et organisations politiques municipaux, provinciaux et fédéraux
- Fonction publique
- Collectivités locales
- Groupes d'intérêt public
- OBNL
- ONG
- Organismes internationaux (ONU, Tribunal pénal international, etc.)
- Partis politiques
- Sociétés de fiducie
- Sociétés d'État ou organismes parapublics (Régie du logement, Commission de la santé et de la sécurité au travail, Société des alcools, etc.)
- Syndicats

PROFESSIONS LIÉES AU DOMAINE

- Administratrice, administrateur de cabinet juridique
- Administratrice, administrateur de contrats
- Agente, agent de brevets
- Agente, agent de sensibilisation
- Agente, agent du service extérieur
- Agente, agent de recherche en droit
- Analyste de politiques
- Arbitre
- Attachée, attaché judiciaire
- Avocate, avocat
- Chargée, chargé d'expertise en matière légale (droits de la personne, accidents, équité en emploi, protection de la vie privée, droits des consommateurs, etc.)
- Conseillère, conseiller aux affaires étrangères et en commerce international
- Conseillère, conseiller juridique
- Conseillère législative, conseiller législatif
- Conciliatrice, conciliateur
- Conseillère, conseiller en relations de travail
- Conseillère, conseiller aux plaintes
- Conseillère, conseiller en développement international
- Consultante, consultant en technologie juridique, en immigration, en conformité réglementaire
- Coordinatrice, coordonnateur des services aux personnes en situation de handicap
- Coroner
- Directrice, directeur de campagne
- Formatrice, formateur en entreprise
- Gestionnaire des risques
- Greffière, greffier
- Huissière, huissier de justice
- Intervenante, intervenant dans l'élaboration des lois
- Juriste

- Juge
- Médiatrice, médiateur
- Membre de contentieux d'entreprise
- Notaire (un diplôme de 2^e cycle est exigé pour exercer la profession)
- Ombudsman
- Procureure, procureur de la couronne
- Protectrice, protecteur des personnes itinérantes
- Rédactrice, rédacteur de discours
- Rédactrice, rédacteur et réviseure, réviseur juridique (revues juridiques, dépliants et guides d'autoservice, bulletins d'associations, mémoires, etc.)
- Responsable de la déontologie

Avant d'accéder à des postes d'avocats ou de notaires, un certain nombre de nouveaux membres du Barreau ou de la Chambre des notaires occupent un poste en technique juridique pour acquérir de l'expérience. L'expérience et la formation dans ce domaine permettent notamment d'accéder à des promotions à des postes de gestion et de juge (voir le portail Emploi-Avenir Québec de Service Canada).

EXEMPLES DE TÂCHES SPÉCIFIQUES

Les champs de pratique des avocats sont variés. Les plus populaires, selon le portail Emploi-Avenir Québec de Service Canada, sont :

- le droit civil
- le droit corporatif et commercial
- le droit de la famille
- le droit administratif

D'autres domaines de pratique sont le droit social, du travail, municipal, contractuel, du logement, de la consommation, autochtone, de l'environnement, de l'informatique, de l'immigration, ainsi que la propriété intellectuelle, les litiges, les faillites et l'insolvabilité.

Avocate, avocat*

- Informer la clientèle de ses droits légaux et de toute question de nature juridique.
- Préparer et rédiger des avis, des requêtes, des actes de procédure et d'autres actes précis destinés à servir dans une affaire devant les tribunaux.
- Plaider et agir pour autrui devant tout tribunal.
- Négocier des règlements dans le cas de litiges en matière civile.
- Interpréter les lois et la jurisprudence.
- Préparer et rédiger des documents se rapportant à la constitution, à l'organisation ou à la liquidation d'une compagnie.
- Conseiller en matière de brevets d'invention, de droits d'auteur, de marques de commerce, de sociétés commerciales, etc.
- Préparer ou rédiger un testament ou une quittance.
- Faire la perception ou réclamer des frais ou suggérer que des procédures judiciaires soient intentées.
- Agir, s'il y a lieu, à titre d'exécuteurs testamentaires, de fiduciaire ou de tuteurs dans les affaires relatives au droit immobilier et au droit de la famille.
- Participer avec la clientèle à tous les modes de justice participative (négociation, médiation, conciliation, arbitrage, etc.)

* Les candidats désirant accéder à cette profession doivent être membres du Barreau du Québec pour porter le titre et exercer les actes réservés par la loi.

Source : REPÈRES, l'outil officiel en information scolaire et professionnelle

CARACTÉRISTIQUES DU PROGRAMME FAVORISANT L'INSERTION PROFESSIONNELLE

- Le programme offre une formation fondamentale en droit qui donne accès aux professions juridiques, en tenant compte des conditions fixées par les ordres professionnels. Il valorise dans l'enseignement les principes d'accès à la justice et de justice sociale. Le programme donne aux futurs juristes les outils juridiques et critiques pour défendre et promouvoir les droits des personnes et des groupes, comme les syndicats ou les organisations non gouvernementales (ONG).
- Le baccalauréat en droit de l'UQAM permet d'accéder à l'École du Barreau ainsi qu'aux études de 2^e cycle en droit notarial. Le baccalauréat en droit est aussi un tremplin vers les différents programmes de formation complémentaire en common law offerts par certains établissements universitaires québécois ou canadiens ou vers les programmes de cycles supérieurs (ex. : DESS ou maîtrise).
- Selon un sondage mené par le Service de planification académique et de recherche institutionnelle de l'UQAM, pas moins de 92 % des diplômés du programme en situation d'emploi de 2009-2010 à 2012-2013 indiquent que leur formation a été utile ou très utile à l'accomplissement de leurs tâches professionnelles.
- Le programme permet un cheminement très souple. Il peut être suivi à temps partiel, pour autant qu'il soit terminé à l'intérieur d'une période de 6 ans; une prolongation d'un an peut être accordée exceptionnellement. Chaque trimestre, le baccalauréat en droit offre une sélection de cours de soir afin de faciliter la conciliation travail-études à temps partiel. Il est entendu que le programme de baccalauréat en droit ne peut garantir que, chaque trimestre, tous les cours pertinents quant au cheminement de tous les étudiants à temps partiel seront offerts en soirée.
- Les étudiants ont la possibilité d'effectuer un stage de formation dans un tribunal, un bureau de pratique privée, un organisme communautaire, une organisation internationale.
- Pour ceux qui souhaitent s'engager dans la communauté, la Clinique juridique de l'UQAM et la Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM offrent une expérience pratique des plus enrichissantes.
- Le Centre de développement professionnel (CDP, Faculté de science politique et de droit de l'UQAM) est le lieu de rencontre entre le milieu professionnel et l'Université. Il a pour mandat d'accompagner les étudiants dans leur cheminement de carrière. Chaque année, le CDP élabore un programme d'activités diverses qui comporte notamment des conférences, des ateliers pratiques, des visites de milieux de travail ou d'organismes et des activités de réseautage.

- Chaque année, des étudiants du baccalauréat en droit se distinguent dans les nombreux concours de plaidoirie auxquels il est possible de participer. En particulier, au fil des ans, les délégations de l'UQAM se sont démarquées à la Simulation des Nations Unies de New York, accédant même à la plus haute marche du podium à plusieurs reprises.

PERSPECTIVES SALARIALES

Selon l'étude « Le marché du travail et de l'emploi au Québec – Perspectives d'emploi par profession 2013-2017 » et le site Information sur le marché du travail (IMT) d'Emploi Québec, le revenu annuel des professions suivantes liées au baccalauréat en droit s'établissait ainsi :

Profession	Emplois estimés ¹	Revenu annuel ²	Perspectives
Avocate, avocat (au Canada) et notaire (au Québec)	22 000	82 000 \$	Favorables
Juge	800	178 000 \$	Non publiées

1. Nombre d'emplois estimé en 2012
2. Revenu annuel moyen d'emploi à temps plein en 2010

Selon REPÈRES, le salaire annuel minimum et maximum moyen des professions suivantes liées au baccalauréat en droit s'établissait ainsi :

Profession	Salaire minimum moyen	Salaire maximum moyen	En date de
Coroner enquêtrice, coroner enquêteur ¹	100 000 \$ à 124 999 \$	100 000 \$ à 124 999 \$	2015
Administratrice, administrateur fiduciaire	38 000 \$ à 42 999 \$	100 000 \$ à 124 999 \$	2016
Notaire ²	33 000 \$ à 37 999 \$	100 000 \$ à 124 999 \$	2016

*Le taux horaire est généralement moins élevé en début de carrière.

¹Calculé sur le salaire moyen annuel à temps plein.

²Un diplôme de 2^e cycle est exigé pour exercer la profession.

Selon les données du site IMT d'Emploi-Québec, le salaire horaire moyen (2014-2016) des avocats (partout au Canada) et notaires (au Québec) s'établissait ainsi :

Minimum ¹	17,50 \$
Médian ²	36,25 \$
Maximum ³	60,10 \$

1. Le salaire minimum correspond au 1^{er} décile. Cette valeur est un bon indice des salaires d'entrée sur le marché du travail.
2. Valeur qui divise en 2 parties égales la population en emploi, c'est-à-dire que la moitié a un salaire inférieur au salaire horaire médian et l'autre moitié, un salaire supérieur.
3. Valeur qui sépare les 90 % des personnes en emploi dont les salaires horaires sont les plus faibles des 10 % des personnes en emploi dont les salaires horaires sont les plus élevés. Cette valeur est un bon indice des salaires les plus élevés dans la profession.

ATOUTS RECHERCHÉS PAR LES EMPLOYEURS

- Pour les avocats, selon le site de vulgarisation juridique Éducaloi, les atouts recherchés sont : prudence, rigueur, capacité de convaincre et de réagir aux imprévus ainsi que capacité à comprendre le point de vue des autres; pour les notaires, selon le même site : habileté de communication, capacité d'analyse, écoute et impartialité.

SOURCES ET LIENS UTILES

- [Association du jeune barreau de Montréal](#)
- [Association du Barreau canadien](#), division du Québec
- [Association professionnelle des notaires du Québec](#)
- AVOCATS SANS FRONTIÈRES. « [Portrait d'un avocat engagé : M^e Dyllet Jean-Baptiste](#) », 2016.
- [Barreau du Québec](#)
 - [Barreau-mètre 2015](#)
 - [Les avocats de la pratique privée en 2021 : Rapport du Comité sur les problématiques actuelles reliées à la pratique privée et l'avenir de la profession](#)
- [Bénévolat d'affaires](#)
- [Bureau de la concurrence](#)
- [Bureau du coroner](#)
- [Centre de développement professionnel](#), Faculté de science politique et de droit de l'UQAM
- [Chambre des notaires du Québec](#)
- [Clinique juridique de l'UQAM](#)
- [Conseil de la magistrature du Québec](#)
- CSMO-ESAC. « [Conseiller principal en économie sociale](#) ».
- [Département des sciences juridiques](#), UQAM
- [École du Barreau](#)
- [Emploi-Avenir Québec](#)
- [Emploi-Québec](#) :
 - [Information sur le marché du travail \(IMT\)](#)
 - [Les chiffres clés de l'emploi au Québec, édition 2015](#)
 - [Le marché du travail au Québec – Perspectives d'emploi par profession 2013-2017](#)
 - [Le marché du travail et de l'emploi par industrie au Québec – Perspective à moyen \(2013-2017\) et long terme \(2013-2022\)](#)
 - [Le marché du travail au Québec – Perspectives à long terme 2012-2021](#)
- [Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada](#)
- GOUVERNEMENT DU CANADA. « [Recrutement de leaders en politique](#) ».
- [JOBBOOM. Les carrières d'avenir 2014](#), Longueuil, 2014, 282 p.
- [Jurisconseil](#)
- LANGLOIS, Jacques. *Le guide 2012-2013 des professions*. Saint-Laurent : Éditions du Renouveau pédagogique, 2011, 351 p.

- LE DROIT DE SAVOIR. « [Portrait d’avocat : M^e Hugues Langlais](#) ».
- Ministère de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur. « [Enquêtes Relance](#) ».
- Ministère de la Justice du Canada. « [Programme d’excellence pour les avocats](#) », 2015.
- [Ministère de la Justice du Québec](#)
- [Programme des auxiliaires juridiques de la Cour fédérale](#)
- [Programme des auxiliaires juridiques de la Cour d’appel fédérale](#)
- PUISSANCE ONZE. « [Conseiller en conformité réglementaire](#) ».
- [REPÈRES](#), l’outil officiel en information scolaire et professionnelle
- [Réseau juridique du Québec](#)
- [Réseau Notarial Plus](#)
- [Service de planification académique et de recherche institutionnelle \(SPARI\)](#). « Enquête auprès des diplômés de l’UQAM », données internes, 2015.
- ACTUALITÉS UQAM :
 - [À la tête du barreau](#)
 - [Un boursier engagé : Sameer Zuberi est le premier lauréat de la bourse Juanita Westmoreland-Traoré](#)